

Décentralisation, identité territoriale, revendications...

LE RÉGIONALISME FRANÇAIS À L'ÉPREUVE DU TEMPS

Etude publiée à l'occasion de l'Université d'été de Régions et Peuples Solidaires (août 2025)

[Levée de l'embargo le 25 août 2025 à 6H00]

À l'occasion de l'Université d'été de **Régions et Peuples Solidaires** qui se tiendra en Corse au sud de Bastia (25 août 2025), et alors que la question de l'autonomie de la Corse est plus que jamais d'actualité avec un projet de loi constitutionnelle inscrit à l'agenda parlementaire, **Ifop** publie une vaste enquête sur l'état du régionalisme français et les aspirations décentralisatrices des citoyens. Cette étude, menée auprès d'un échantillon national représentatif de 2 000 Français et de 7 échantillons territoriaux spécifiques, révèle une France en quête d'autonomie territoriale et d'identité régionale, qui ne cache pas son soutien aux revendications des régionalistes sur le plan juridique, territorial ou linguistique. Loin d'être un phénomène marginal, le régionalisme français s'affirme comme une aspiration profonde à repenser l'organisation territoriale du pays et à valoriser ses diversités culturelles et historiques. Cette radioscopie met en lumière un paradoxe français : celui d'un pays historiquement centralisé où s'épanouit une demande croissante de reconnaissance des spécificités régionales.

LES CHIFFRES CLES DE L'ENQUETE

A - UNE ASPIRATION CROISSANTE DES FRANÇAIS À UNE DÉCENTRALISATION RENFORCÉE QUI PASSE PAR UNE DÉVOLUTION DU POUVOIR PLUS IMPORTANTE VERS LES RÉGIONS

1 - 68% des Français estiment que les collectivités locales n'ont pas assez de pouvoir par rapport à l'État, soit une progression de 18 points depuis 2012 (50%).

2 - 71% des citoyens sont favorables à ce que la France renforce considérablement le pouvoir des régions, notamment chez les habitants de territoires à forte identité comme l'Alsace (86%), la Catalogne (79%), la Bretagne historique (78%) et la Corse (76%).

3 - 73% des Français soutiennent la possibilité des Régions à adapter les lois nationales pour tenir compte des réalités locales, une mesure plébiscitée en Corse (à 84%) à l'heure où l'octroi d'un pouvoir normatif à la Collectivité de Corse est au cœur des discussions autour du projet d'autonomie de l'île.

UN SOUTIEN MASSIF DES CORSES AU STATUT D'AUTONOMIE

→ 76% des 504 CorSES interrogés par l'**Ifop** sont favorables au projet de loi constitutionnelle qui consacre le statut d'autonomie de la Corse en lui octroyant des pouvoirs d'adaptation et de fixation des normes, et plus de la moitié se dit « tout à fait favorable ». En Corse, ce soutien à un statut d'autonomie est particulièrement fort chez les jeunes corses (87% des moins de 25 ans y sont favorables, contre 70% des seniors), en milieu rural (81%) et chez les insulaires se positionnant politiquement à gauche (83%) ou ni à gauche, ni à droite (83%). A noter que le mouvement lepéniste, qui n'a jamais caché son opposition à un statut particulier pour la Corse, apparaît en porte à faux sur ce sujet avec ses électeurs corses qui soutiennent massivement ce statut d'autonomie : 74% des électeurs RN aux dernières élections législatives (2024) y sont favorables, tout comme 75% des électeurs de Marine Le Pen à la dernière élection présidentielle (2022).

A l'échelle nationale, le soutien à ce projet de loi qui doit être discuté au Sénat en octobre est plus mesuré mais il reste majoritaire : 51% des Français y sont favorables, soit une proportion très similaire à celle

observée en avril 2022 (53%) par l'Ifop au moment des émeutes survenues en réponse à l'agression mortelle du militant nationaliste Yvan Colonna. Par ailleurs, ce taux « moyen » masque mal une adhésion massive des jeunes français à l'autonomie corse (70% des moins de 25 ans) et, plus largement, un large soutien des habitants des autres « régions » à forte identité comme l'Alsace (72%), la Catalogne (61%), la Bretagne historique (65%) ou le Pays Basque (59%).

B - UNE REMISE EN CAUSE DU REDÉCOUPAGE RÉGIONAL AFIN DE MIEUX TENIR COMPTE DES RÉALITÉS HISTORIQUES ET CULTURELLES

4 - 68% des Français approuvent l'idée d'un redécoupage de certaines grandes régions pour tenir compte des réalités culturelles et historiques, notamment dans les départements alsaciens (84%), bretons (72%), savoyards (69%).

5 - 80% des Alsaciens (contre 55% des Français) appuient la création d'une nouvelle région Alsace hors du Grand Est, contre 68% en 2019, marquant une progression significative en à peine une demi-douzaine d'années (+12 points).

6 - 51% des Savoyards soutiennent la création d'une région Savoie regroupant les deux départements alpins, contre 41% en 2000, soit une hausse de 10 points en 25 ans.

7 - 53% des Bretons ayant un avis sur le sujet souhaitent que la Loire-Atlantique soit rattachée à la région Bretagne, contre 49% en 2012. Les habitants de la Bretagne administrative y sont plus favorables qu'il y a une douzaine d'année (+ 7 points) même s'ils sont toujours moins enthousiastes à cette idée qu'en Loire-Atlantique.

DEUX BASQUES SUR TROIS FAVORABLES A UNE COLLECTIVITE A STATUT PARTICULIER

62% des 534 Basques interrogés par l'Ifop dans la communauté d'agglomération du Pays Basque (CAPB) sont favorables à la création d'une collectivité à statut particulier du Pays Basque. Ce soutien reste très stable par rapport à celui observé dans ce territoire en l'an 2000 (66%), sachant qu'en 25 ans, la proportion de sondés y étant « Tout à fait favorable » est passé de 25% à 34%.

A l'échelle nationale, la création d'une collectivité à statut particulier suscite un avis plus partagé chez l'ensemble des Français – 50% d'avis favorables, 50% d'avis défavorables.

C - MÉMOIRES ET LANGUES RÉGIONALES : UN LARGE APPUI AUX REVENDICATIONS CULTURELLES DES RÉGIONALISTES :

8 - 77% des Français soutiennent la « reconnaissance officielle des langues régionales », l'ancrage de cette revendication dans l'opinion s'avérant très stable en 25 ans (78% en 1999).

9 - Réclamée par les nationalistes corses depuis des années, la co-officialité des langues régionales est, elle aussi, largement soutenue par les Français (64%) et plébiscitée par les Corses (85%).

10 - 84% des citoyens soutiennent l'enseignement de l'histoire régionale en complément de l'histoire nationale, notamment chez les habitants de territoires à forte identité comme l'Alsace (93%), la Catalogne (91%), la Bretagne historique (87%) et la Corse (96%).

UN SOUTIEN MASSIF DES CORSES A DES CLASSES ENTIEREMENT EN LANGUE CORSE

En Corse, le projet Scola 2030, qui a pour ambition d'instituer la langue corse comme un savoir scolaire fondamental, a récemment suscité des débats autour du développement de classes immersives entièrement en langue corse, certains parents d'élèves s'élevant contre la suppression de la filière standard. Or, les résultats de l'étude montrent qu'au-delà de la possibilité de donner à chaque élève la possibilité d'apprendre sa langue régionale – plébiscitée par 81% des Français et 94% des Corses –, son caractère obligatoire est aussi largement soutenu : 76% des Corses y sont favorables, contre 55% de l'ensemble des Français.

Dans les autres territoires à forte identité, le soutien à l'enseignement obligatoire des langues régionales pendant l'horaire normal des cours est aussi largement majoritaire – 78% en Alsace, 66% au Pays Basque nord (+4 points en 25 ans), 64% en Catalogne et 57% en Bretagne (+8 points en 25 ans), révélant une demande d'institutionnalisation de ces pratiques culturelles qui dépasse largement l'île de beauté.

D - UNE FIBRE RÉGIONALISTE QUI TIENT À UN NET REJET DE L'ORGANISATION CENTRALISATRICE DES POUVOIRS PUBLICS EN FRANCE...

11 - 90% des Français considèrent que l'État central est trop déconnecté des réalités locales, un sentiment quasi-unanime qui transcende tous les clivages sociologiques et politiques.

12 - 82% des citoyens estiment que l'activité des médias se concentre trop sur Paris et pas assez sur le reste du territoire, dénonçant un centralisme médiatique perçu comme déséquilibré.

13 - Seulement 35% des Français considèrent que les besoins de leur région sont bien pris en compte par le gouvernement national, un taux qui chute à 24% en Catalogne et 29% en Bretagne et dans l'espace occitan.

E - ... ET A UN ATTACHEMENT PARTICULIER AU TERRITOIRE DANS LES RÉGIONS À FORTE IDENTITÉ RÉGIONALE

14 - 27% des Français se sentent avant tout attachés à leur région, contre 23% en 2011 et 2001, avec des pics remarquables dans les territoires les plus sensibles aux revendications régionalistes : 57% en Corse, 47% en Bretagne, 42% en Alsace et 41% au Pays Basque.

16 – Cette identité régionale forte est aussi étroitement liée à la maîtrise de la langue, plutôt encore assez bien comprise en Corse (48%) et en Alsace (44%) mais menacée dans les autres territoires à forte identité : à peine 22% des Catalans comprennent bien ou assez bien leur langue régionale, 15% des Basques et à peine 9% des Bretons.

Le point de vue de François Alfonsi, Président de Régions et Peuples Solidaires, sur les résultats de l'enquête :

Depuis que nous avons créé Régions et Peuples Solidaires il y a trente ans, nous avons souvent eu le sentiment de ne pas être entendus. Ce sondage nous reconforte qui confirme un grand décalage entre l'opinion réelle des Français et le système médiatique qui a presque toujours minoré nos revendications.

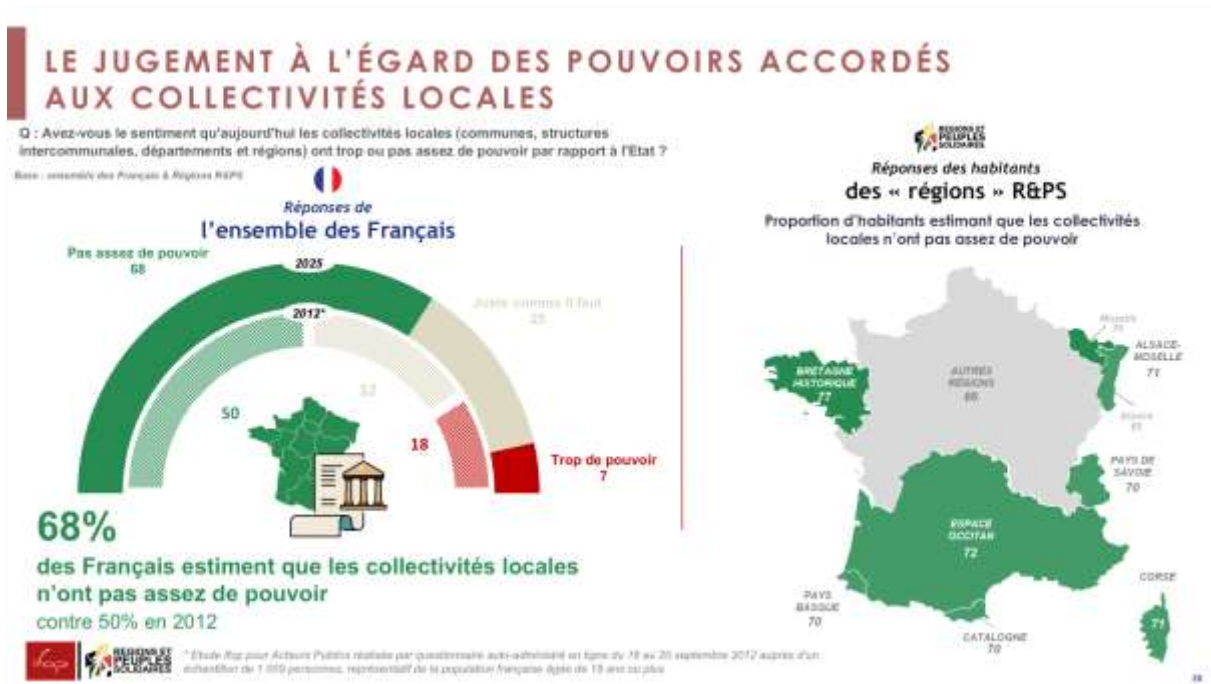
Alors que le débat sur l'autonomie de la Corse entre dans une phase décisive, il est important de constater qu'une majorité de Français y est favorable, et qu'une écrasante majorité des

Corses en approuvent le projet. Cela met tous les parlementaires devant leurs responsabilités, car bloquer ce projet proposé par le Président de la République et le gouvernement, en accord avec les élus corses, reviendrait à infliger un camouflet à tout le peuple corse, avec des conséquences inévitables.

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ENQUETE

A - UNE ASPIRATION TRÈS FORTE À UNE DÉCENTRALISATION RENFORCÉE PASSANT PAR UNE DÉVOLUTION DU POUVOIR PLUS IMPORTANTE VERS LES RÉGIONS

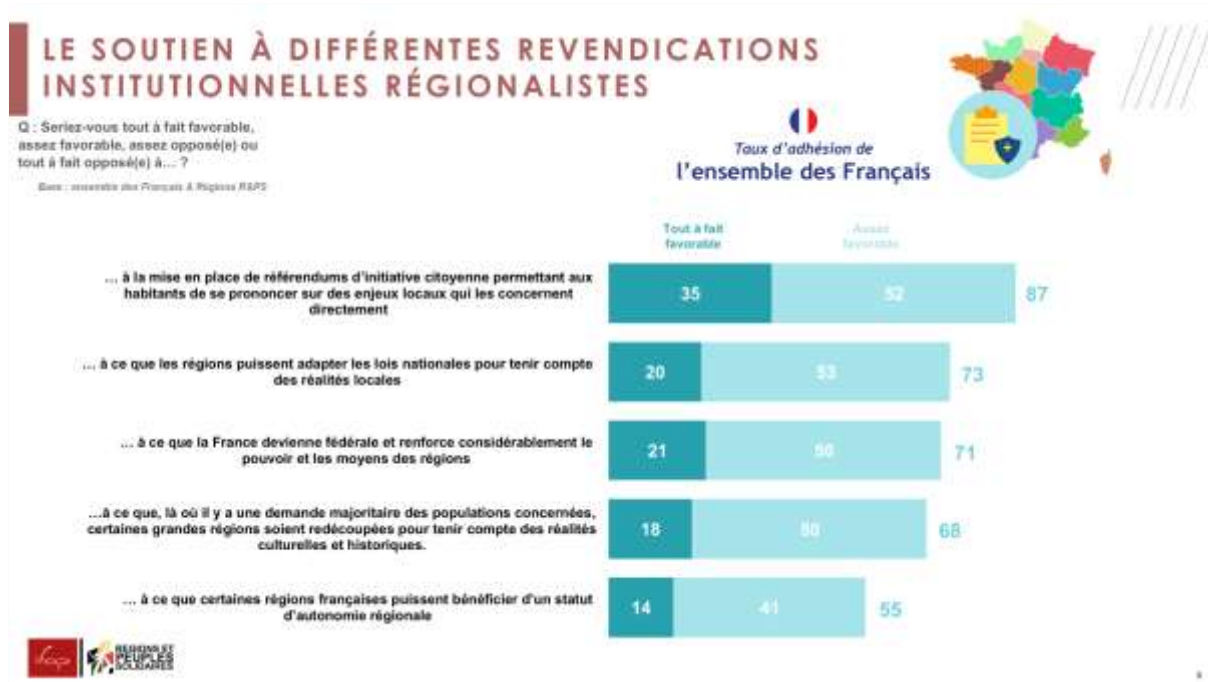
1 - La France traverse une crise de confiance majeure envers son organisation centralisée, comme en témoigne la progression spectaculaire de la demande de décentralisation. Alors qu'en 2012, 50% des Français estimaient que les collectivités locales n'avaient pas assez de pouvoir, ils sont désormais 68% à partager ce sentiment, soit une hausse de 18 points en treize ans. Cette progression s'observe dans toutes les catégories de population, mais elle est particulièrement marquée chez les seniors (73%), les habitants des communes rurales (75%) et les électeurs de Marine Le Pen (79%), révélant une convergence inédite des mécontentements face au jacobinisme français.



2 - L'adaptation territoriale des lois nationales recueille un soutien massif et transpartisan, avec 73% des Français favorables à ce que les régions puissent adapter les lois nationales pour tenir compte des réalités locales. Cette mesure, qui constituerait une révolution dans l'organisation administrative française, transcende les clivages politiques traditionnels, recueillant l'approbation de 66% des électeurs de centre-gauche, 74% de ceux de droite et jusqu'à 80% de ceux d'extrême-droite. Elle bénéficie d'un soutien particulièrement fort chez les dirigeants d'entreprise (81%) et dans les territoires périphériques, traduisant une aspiration à la différenciation territoriale face à l'uniformisation jacobine.

3 - Le fédéralisme français, longtemps tabou, gagne en légitimité populaire avec 71% des citoyens favorables à ce que la France devienne fédérale et renforce considérablement le pouvoir et les moyens des régions. Cette adhésion au modèle fédéral, qui aurait été impensable il y a encore quelques décennies, s'épanouit particulièrement dans les territoires

à forte identité : 86% en Alsace, 82% en Alsace-Moselle, 78% en Bretagne et 76% en Corse. Elle témoigne d'une maturité nouvelle de l'opinion française face aux enjeux de subsidiarité et de gouvernance territoriale, rompant avec des siècles de tradition centralisatrice.

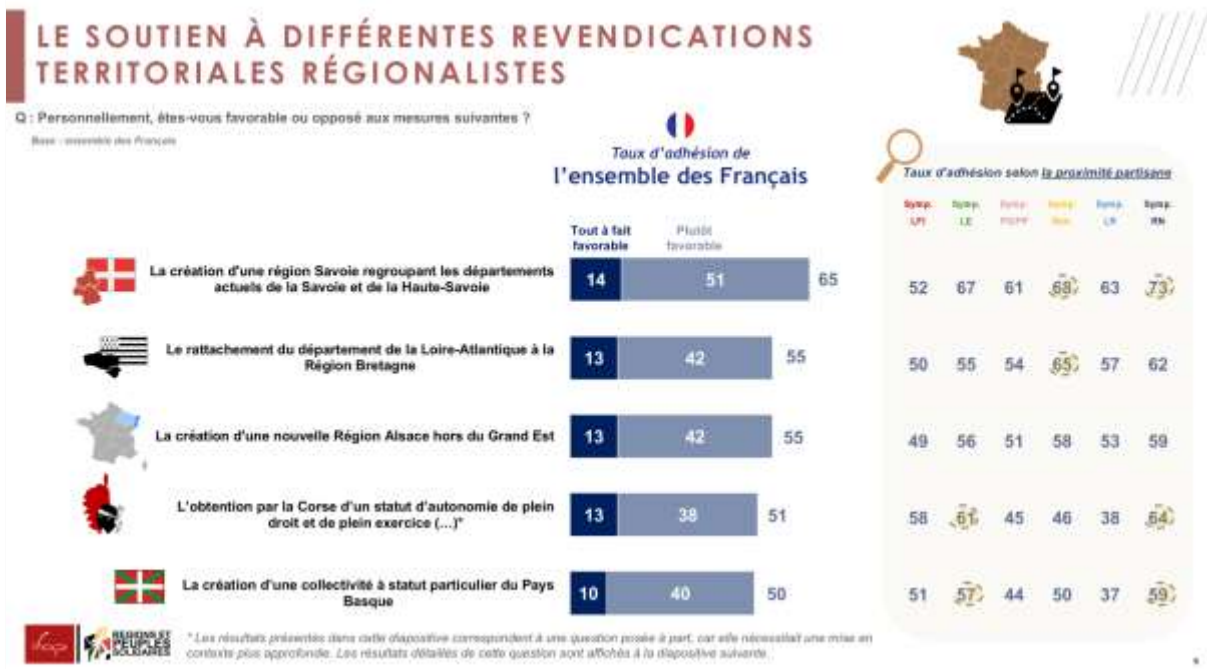


B - UN SOUTIEN À UNE REMISE EN CAUSE DU DERNIER REDÉCOUPAGE RÉGIONAL AFIN DE MIEUX TENIR COMPTE DES RÉALITÉS HISTORIQUES ET CULTURELLES

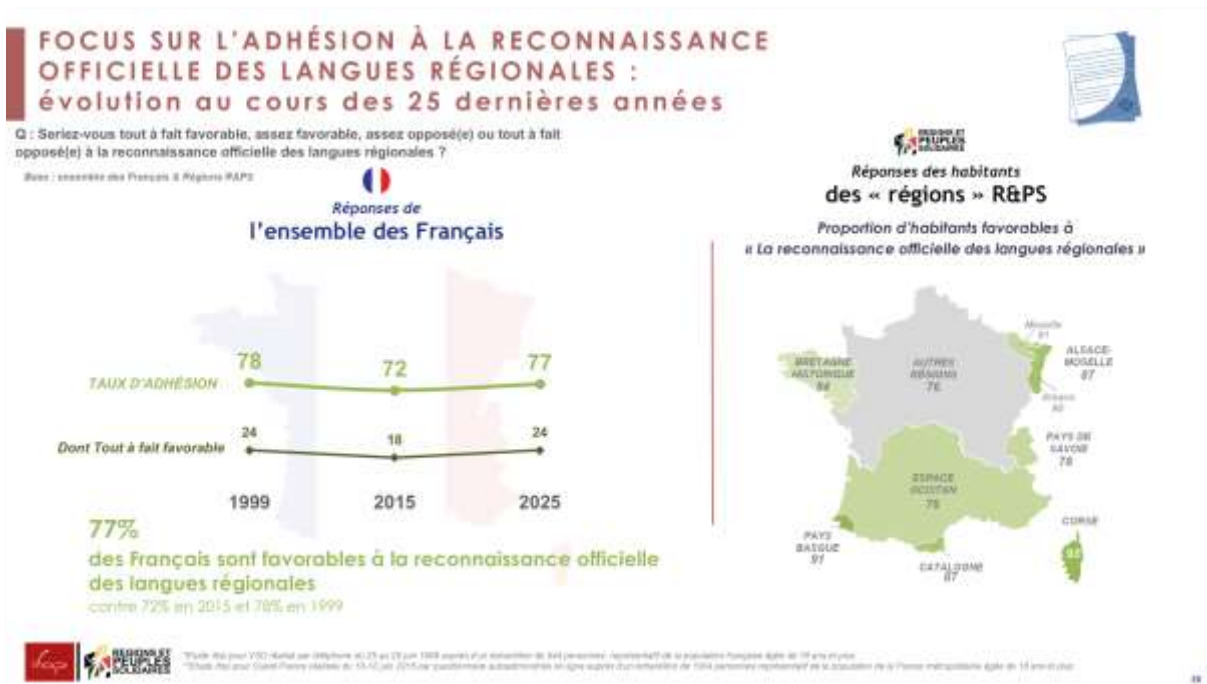
4 - **Le redécoupage régional de 2015 apparaît comme un échec aux yeux des Français**, qui plébiscitent à 68% une nouvelle réforme tenant compte des réalités culturelles et historiques. Cette remise en cause du découpage administratif imposé par François Hollande trouve un écho particulièrement fort dans les territoires "maltraités" par la réforme : 84% en Alsace, 80% en Corse, 77% en Catalogne et 72% en Bretagne. Elle révèle l'inadéquation entre une logique technocratique de rationalisation administrative et les aspirations identitaires des populations, confirmant que l'efficacité économique ne peut se substituer à l'ancrage historique et culturel des territoires.

5 - **L'Alsace incarne la révolte territoriale la plus aboutie** avec 80% de ses habitants souhaitant que leur Collectivité européenne devienne une vraie région hors du Grand Est, marquant une progression spectaculaire de 12 points depuis 2019 (68%). Cette évolution témoigne de l'échec de l'intégration alsacienne dans l'ensemble grand-oriental et de la persistance d'une identité alsacienne irréductible. La revendication alsacienne bénéficie d'un soutien massif dans tous les segments de la population locale, des jeunes (87%) aux seniors (70%), confirmant sa dimension consensuelle et générationnelle.

6 - **Les autres territoires expriment également leurs aspirations autonomistes** avec des évolutions significatives sur le temps long. En Savoie, 51% des habitants soutiennent désormais la création d'une région Savoie, contre 41% en 2000, soit une progression de 10 points en 25 ans. En Bretagne, 48% souhaitent le rattachement de la Loire-Atlantique, contre 39% en 2012. Ces évolutions graduelles mais constantes témoignent de la maturation des revendications territoriales et de leur enracinement croissant dans les opinions locales, loin des phénomènes de mode ou de conjoncture politique.



C - UN LARGE APPUI AUX REVENDICATIONS CULTURELLES DES RÉGIONALISTES : MÉMOIRE ET LANGUES RÉGIONALES



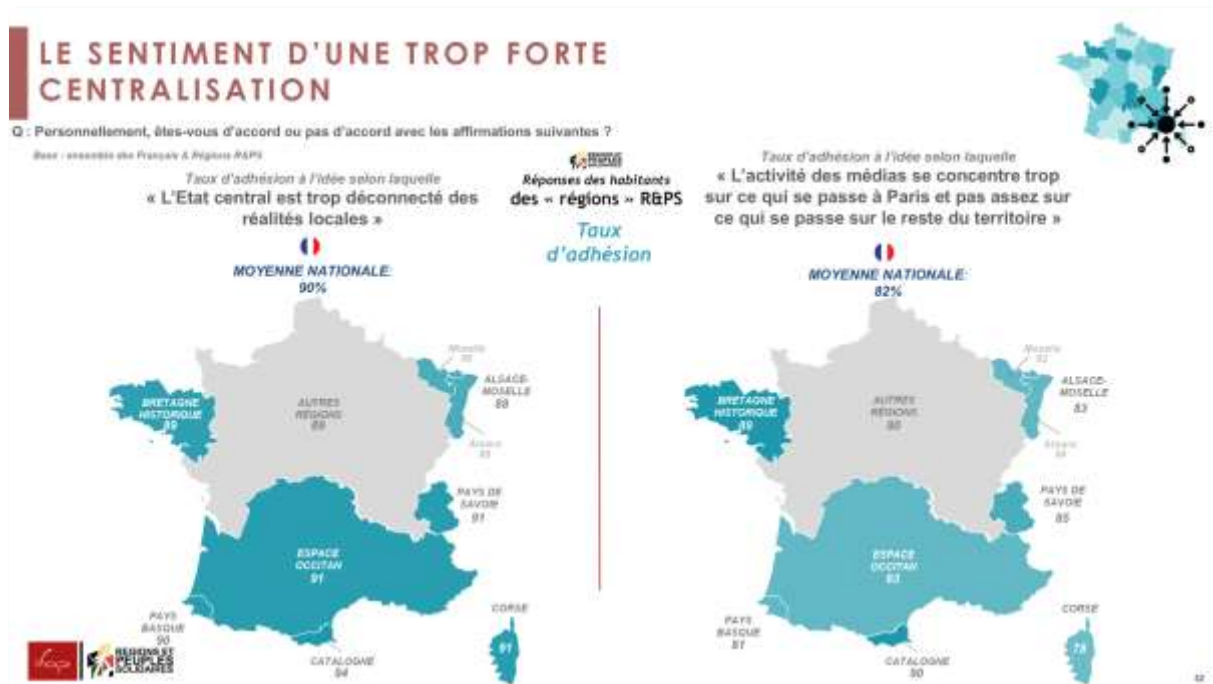
7 - Les langues régionales bénéficient d'une légitimité historique consolidée avec 77% des Français favorables à leur reconnaissance officielle, un niveau remarquablement stable depuis 1999 (78%) qui confirme l'ancrage de cette revendication dans la culture politique française. Cette stabilité sur le temps long tranche avec les débats passionnés qu'ont pu susciter ces questions et révèle un consensus national désormais établi. Dans les territoires concernés, ce soutien atteint des niveaux exceptionnels : 93% en Corse, 91% au Pays Basque, 90% en Alsace et 87% en Catalogne et Bretagne, témoignant d'une adhésion quasi-unanime des populations locales. Plus qu'un simple objet statistique, la langue régionale constitue un pilier essentiel dans la construction des régionalismes. Comme le rappellent les ethnologues Christian Bromberger et Mireille Meyer, elle est à la fois un outil d'« adhésion affective » et de « souci

patrimonial ». Sa valorisation militante dépasse donc la seule question linguistique : elle s'inscrit souvent dans un projet plus large, mêlant lutte contre la centralisation du pouvoir et défense des particularismes culturels¹.

8 - L'école devient le vecteur privilégié de la transmission culturelle régionale avec 84% des Français favorables à l'enseignement de l'histoire régionale en complément de l'histoire nationale, et 81% soutenant la possibilité pour chaque élève d'apprendre une langue régionale dans les territoires concernés. Cette demande d'enrichissement pédagogique révèle une conception plurielle de l'identité française, où l'appartenance nationale n'exclut pas la valorisation des spécificités territoriales. Elle s'épanouit particulièrement dans les territoires à forte identité, où l'enseignement régional est perçu comme un complément indispensable à la formation citoyenne.

9 - L'institutionnalisation des langues régionales progresse dans les territoires identitaires avec des soutiens massifs à l'enseignement obligatoire : 76% en Corse, 70% en Alsace-Moselle, 66% au Pays Basque et 57% en Bretagne. Ces niveaux d'adhésion, en progression dans plusieurs territoires (Bretagne : +8 points depuis 2000), témoignent d'une demande croissante de normalisation linguistique et de transmission intergénérationnelle organisée. Ils révèlent également une maturité nouvelle des mouvements régionalistes, passés de la revendication à la volonté d'institutionnalisation démocratique. Toutefois, le soutien reste plus modéré à l'échelle nationale (55%). Cette réserve peut s'expliquer par l'idée que ces mesures risqueraient de heurter une certaine conception de l'unité nationale, longtemps fondée sur l'unification linguistique et étroitement liée à l'idéal républicain d'inspiration jacobine.

D - UNE FIBRE RÉGIONALISTE QUI TIENT À UN NET REJET DE L'ORGANISATION CENTRALISATRICE ET JACOBINE DES POUVOIRS PUBLICS EN FRANCE



10 - Le centralisme français fait l'objet d'un rejet quasi-unanime avec 90% des citoyens considérant que l'État central est trop déconnecté des réalités locales, un consensus exceptionnel qui transcende tous les clivages traditionnels. Cette critique du jacobinisme rassemble aussi bien les électeurs de Jean-Luc Mélenchon (93%) que ceux d'Éric Zemmour

¹ Bromberger, C., & Meyer, M. (2003). Cultures régionales en débat. *Ethnologie française*, 33(3), 357-361.

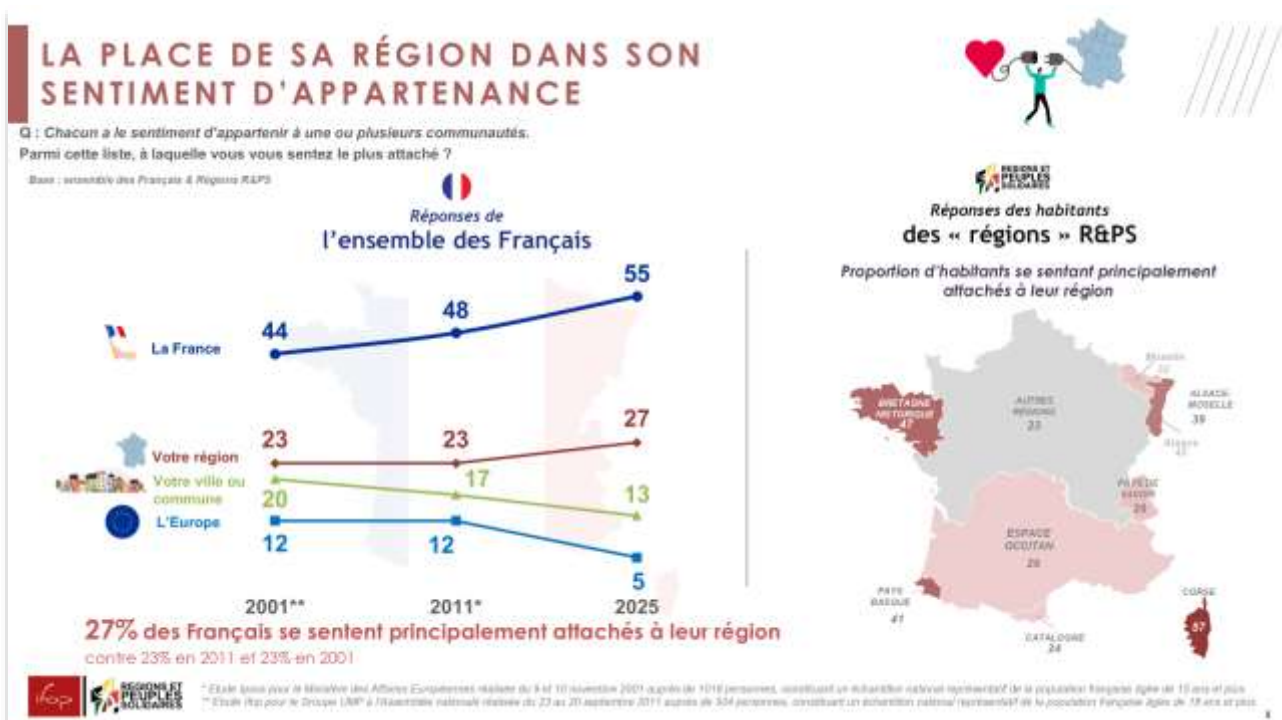
(95%), les urbains (89%) que les ruraux (95%), les jeunes (79%) que les seniors (95%). Elle révèle l'épuisement d'un modèle d'organisation territoriale perçu comme inadapté aux défis contemporains et aux aspirations démocratiques des citoyens.

11 - Le centralisme médiatique cristallise également les frustrations territoriales avec 82% des Français estimant que l'activité des médias se concentre trop sur Paris et pas assez sur le reste du territoire. Cette critique du "tout-Paris" médiatique trouve un écho particulièrement fort dans les régions périphériques : 90% en Catalogne, 89% en Bretagne, 83% dans l'espace occitan. Elle témoigne d'une demande de représentation médiatique plus équilibrée et d'une reconnaissance de la diversité territoriale française dans l'espace public national.

12 - La défiance envers l'action gouvernementale se nourrit du sentiment d'abandon territorial avec seulement 35% des Français considérant que les besoins de leur région sont bien pris en compte par le gouvernement national. Cette perception d'indifférence gouvernementale atteint des niveaux critiques dans certains territoires : 24% en Catalogne, 29% en Bretagne et dans l'espace occitan, 30% en Corse. Elle alimente un cercle vicieux où la méfiance envers l'État central nourrit les aspirations autonomistes et décentralisatrices.

E - UN ATTACHEMENT PARTICULIER AU TERRITOIRE DES FRANÇAIS VIVANT DANS LES RÉGIONS À FORTÉ IDENTITÉ

14 - L'attachement régional progresse dans la hiérarchie des appartenances territoriales avec 27% des Français se sentant principalement attachés à leur région, contre 23% en 2011 et 2001. Cette progression modeste au niveau national masque des évolutions spectaculaires dans les territoires identitaires : 57% en Corse, 47% en Bretagne, 41% au Pays Basque, 39% en Alsace-Moselle. Ces niveaux d'attachement régional, qui concurrencent désormais l'attachement national (55%), témoignent de l'émergence d'identités territoriales alternatives et de la pluralisation de l'appartenance française.



15 - **L'identité régionale entre en concurrence avec l'identité nationale** dans certains territoires, avec 20% des Français déclarant se sentir plus attachés à leur région qu'à la France. Cette proportion, qui pourrait paraître marginale au niveau national, révèle des fractures identitaires profondes dans les territoires périphériques : 55% en Corse, 36% en Bretagne et au Pays Basque, 39% en Alsace-Moselle. Ces niveaux d'attachement différentiel questionnent la cohésion nationale et révèlent l'émergence de loyautés territoriales concurrentielles.

16 - **Les identités régionales s'affirment comme des identités primaires** dans les territoires à forte spécificité culturelle, avec 54% des Corses se considérant d'abord comme Corses, 34% des Bretons comme Bretons, 32% des Basques comme Basques et 31% des Alsaciens comme Alsaciens. Ces niveaux d'identification primaire à l'échelon régional, supérieurs à l'identification française dans certains cas, témoignent de l'enracinement de cultures politiques territoriales distinctes et de la persistance d'identités collectives irréductibles au modèle jacobin d'homogénéisation nationale.

Le point de vue de François Kraus de l'Ifop : Loin d'être un phénomène marginal ou folklorique, le régionalisme français s'affirme comme une dynamique majoritaire incitant à repenser l'organisation territoriale du pays. Les résultats montrent que la demande de décentralisation n'est plus l'apanage des seuls militants régionalistes, mais devient une revendication transpartisane et intergénérationnelle. Plus remarquable encore est la stabilité dans le temps de certaines aspirations, comme la reconnaissance des langues régionales, qui témoigne de leur ancrage dans la culture politique française. Cette radioscopie du régionalisme français révèle également l'émergence d'identités territoriales alternatives qui questionnent le modèle jacobin traditionnel sans pour autant remettre en cause l'appartenance nationale, dessinant les contours d'une France plurielle où la diversité territoriale et culturelle n'est pas perçue comme un obstacle à l'unité nationale, mais comme une richesse à valoriser. Ces évolutions, très marquées chez les jeunes générations, suggèrent une transformation durable du rapport des Français à leur territoire.

POUR CITER CETTE ETUDE, IL FAUT UTILISER A MINIMA LA FORMULATION SUIVANTE :

« Étude **Ifop** pour **Régions et Peuples Solidaires** réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 11 au 25 juillet 2025 auprès d'un échantillon de **2 000 personnes** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, complétée par 7 échantillons territoriaux spécifiques en Alsace-Moselle (500), en Bretagne historique (500), en Pays de Savoie (500), en Corse (504), en Pays Basque nord (534) et en Catalogne (500) et en espace occitan (518) »

CONTACT PRESSE :

IFOP

François Kraus -- francois.kraus@ifop.com - 06 61 00 37 76

Nicola Gaddoni – nicola.gaddoni@ifop.com - 01 72 34 95 35

Régions et Peuples Solidaires

François Alfonsi - francois.alfonsi@gmail.com – 06 12 44 48 86

Pèire Costa - contact@federation-rps.org – 06 25 45 27 05